

LA QUESTION QUE L'ÉCOSYSTÈME DE LA DÉMOCRATIE SE POSE

REGARD DE FONDEMOS

La critique la plus utile entendue à Bruxelles cette année visait les ONG et fondations, dont nous faisons partie, et elle portait sur la formation. Fondemos y était le 17 septembre, à l'occasion de l'*International Democracy Day* organisé par l'*European Partnership for Democracy*. Le constat a été posé sans détour : les acteurs de la société civile que nous soutenons sont souvent plus au point que les organisations qui leur fournissent ces formations. Ce constat est juste, et il ne veut pas dire qu'il faut arrêter de former. Il veut dire qu'il faut repenser les formations qui en valent la peine.

Un mouvement qui a survécu à des années de répression n'a pas besoin d'un atelier sur l'importance de la démocratie. Il la connaît déjà.

Ce dont il a besoin est précis et technique : sécuriser ses communications, documenter des



L'équipe Fondemos à l'*International Democracy Day Brussels 2026* de l'EPD.

faits pour qu'ils tiennent devant un tribunal, gérer une organisation capable de recevoir de l'argent européen sans mettre personne en danger. Cela doit être une ressource supplémentaire, pas une leçon. Et le critère est bien sûr également de savoir si le partenaire l'a demandé.

Si la formation représente une partie de ce que nous apportons sur le terrain, la question plus difficile réside dans ce que nous apportons aux institutions bruxelloises. Car la démocratie ne s'entretient pas d'elle-même, alors que ses adversaires travaillent leur modèle de gouvernance et ont appris à le mettre en avant.

Le pouvoir autoritaire promet de la certitude, quand la démocratie propose un débat qui ne se referme jamais, et un débat a besoin de gens prêts à le porter à voix haute.

Cela représente la deuxième chose que nous apportons, qui n'est pas de l'expertise. Les ministres et diplomates ont besoin du regard et du travail des organisations dédiées au renforcement de l'espace civique afin de les informer de ce qu'ils ne peuvent pas voir eux-mêmes, c'est-à-dire ce qui se passe réellement sur le terrain. Porter ces sujets à voix haute, c'est ce qui permet aux médias indépendants, à la société civile et aux élections libres de ne pas être traités comme un sujet annexe mais plutôt comme un élément faisant partie de la sécurité européenne.

Les deux facettes de ce travail d'accompagnement sont différentes.

Sur le terrain, fournir ce qu'on nous demande. En Europe, porter les arguments de la société civile à voix haute et en nous excusant moins, d'autant plus maintenant que l'argent se fait rare et que ce travail est plus difficile à remplacer.